

Travailler ensemble

NUMÉRO

7

DÉCEMBRE 2005

FAO | FIDA | PAM



Tsunami: réponse à une situation d'urgence sans précédent

VUE D'ENSEMBLE

La réponse des organismes des Nations Unies siégeant à Rome a été immédiate face à la catastrophe sans précédent du raz de marée qui a frappé l'Asie en décembre 2004. En l'espace de quelques jours, le PAM avait acheminé des milliers de tonnes d'aide alimentaire vers la zone du tsunami pour conjurer le fléau de la faim à grande échelle. Les efforts du PAM sont passés désormais de la phase des secours à celle de la remise en état et du relèvement, se concentrant sur l'assistance aux populations vulnérables, comme les personnes déplacées, les mères et les enfants. Pendant ce temps, la FAO aide les gouvernements et les communautés des pays touchés par le tsunami à planifier la remise en état des secteurs de l'agriculture, des pêches et des forêts. Le rôle de la FAO est de coordonner et fournir une assistance technique et des avis de politique sur l'ensemble de ces secteurs, tout en offrant une assistance directe. Le FIDA a mobilisé des fonds pour rebâtir les moyens d'existence et recréer les capacités des communautés côtières. Tous ces efforts, bien que déployés individuellement, ont été complémentaires, et le champ de coopération s'élargit au fur et à mesure que se conclut la phase d'urgence et que prend pied la phase de relèvement et de reconstruction à long terme.





PAM

Le Programme alimentaire mondial a lancé une intervention massive et immédiate pour faire face au tsunami du 26 décembre dans l'Océan indien. Des navires ont été détournés, du personnel transféré dans la région et un pont aérien massif organisé pour acheminer la nourriture aux rescapés. En quelques jours, des hélicoptères faisaient des allers et retours continus pour acheminer les vivres du

PAM jusque sur la côte occidentale de Sumatra, la zone la plus durement touchée dans la région. Au Sri Lanka, au 7 janvier, le PAM nourrissait 750 000 personnes.

Les secours ont requis une des opérations logistiques les plus complexes de toute l'histoire du PAM. Des voies d'approvisionnement ont été ouvertes vers des zones de l'Indonésie où les routes avaient été balayées par le raz-de-marée en utilisant des "entrepôts flottants" et des navires de débarquement. A la fin du mois de janvier, les opérations employaient 6 aéronefs à voilure fixe, 8 hélicoptères spécialisés, et plus de 200 camions. Un facteur déterminant a été la réponse massive des partenaires en « stand-by » du PAM et du personnel du PAM – dont 328 membres sont accourus sur le site des quatre coins du monde. Plus de 250 effectifs supplémentaires ont été recrutés sur place. Fin mai, le PAM avait livré une aide alimentaire à 2,24 millions de personnes dans toute la région.

Les opérations sont désormais en bonne voie vers la phase de relèvement, orientée vers les populations vulnérables. Une alimentation scolaire est fournie à des milliers d'élèves du Sri Lanka et de l'Indonésie, et les programmes en faveur des femmes enceintes, des mères et des nourrissons ont démarré. Aux Maldives, l'aide sera poursuivie pour les familles qui ont perdu leurs moyens d'existence tandis que l'aide alimentaire ciblée sur les femmes continue dans les zones touchées de la Somalie. L'assistance du PAM aux zones affectées de la Thaïlande et du Myanmar s'est conclue. A l'heure de la rédaction de ce numéro, le PAM fournissait une aide alimentaire à plus de 1,5 million de personnes dans la zone du tsunami et avait acheminé plus de 130 000 tonnes de vivres.

L'assistance du PAM se poursuivra dans les zones frappées par le tsunami de l'Indonésie et du Sri Lanka en 2006 et en 2007 dans le cadre des Interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR). Au Sri Lanka, l'intervention prolongée ciblera 1 million de personnes environ, et comprendra une assistance aux mères et aux nourrissons, une alimentation scolaire, des programmes vivres-contre-travail, et une aide alimentaire aux populations déplacées. En Indonésie, quelque 850 000 personnes recevront des rations générales, tandis que des rations supplémentaires seront fournies à 1 275 million de personnes. Les programmes prévoient une alimentation scolaire, des vivres-contre-travail, le renforcement des capacités, des projets de santé maternelle et infantile, et une assistance aux populations déplacées jusqu'à la reconstruction de leurs logements et de leurs moyens d'existence.



Coopération PAM/FAO en Indonésie

En Indonésie, le PAM et la FAO coopèrent régulièrement aux Evaluations des récoltes et des approvisionnements alimentaires, dont le dernier rapport a été publié en mars. Pour le PAM, cette évaluation a aidé à préciser les critères d'aide alimentaire.

Des discussions sont également en cours pour mettre en place un Système de surveillance de l'alimentation, des moyens d'existence et de la nutrition, dans le cadre duquel le PAM et la FAO fourniraient conjointement un appui technique aux Ministères indonésiens de la santé et de l'agriculture. Le système de surveillance sera conçu de façon à suivre l'état sanitaire et nutritionnel de la population afin de recenser les groupes à haut risque, concevoir des interventions appropriées et déterminer l'impact de ces interventions. On espère pouvoir faire démarrer le système en juillet prochain.



FAO/J. Spauli



FAO/J. Spauli

FAO

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture s'efforce de "mieux reconstruire" les moyens d'existence des plus touchés par le tsunami. A l'heure actuelle, la FAO livre une assistance de 56 millions de dollars aux pays victimes du raz-de-marée, tandis que 25 autres millions sont dans la filière.

Plus de 70 experts internationaux et régionaux ont été dépêchés pour aider les pays touchés en matière d'estimation des besoins, de coordination, de planification et de fourniture d'une aide au rétablissement rapide et à la reconstruction à plus long terme. En Indonésie, par exemple, la FAO a aidé le Ministère des affaires maritimes et des pêches et le Ministère de l'agriculture à mettre au point des stratégies de programmes sectoriels à Aceh et Nias.

Pour permettre de recréer des activités rémunératrices et de rétablir la production vivrière, la FAO fournit également une assistance directe sous la forme de matériel et d'intrants, comme, par exemple, des réparations de bateaux, des pièces détachées pour les moteurs ou des filets de pêche. Au Sri Lanka, par exemple, la FAO a contribué à la réparation de plus de 4 000 bateaux de pêche et de 1 000 moteurs par le biais de son partenariat avec la Fondation Cey-Nor, le chantier appartenant à l'Etat.

La FAO vient en aide à des milliers d'agriculteurs en les approvisionnant en semences, en outils et en cultivateurs à moteur, en réparant les infrastructures d'irrigation et de drainage, et en fournissant du matériel et des conseils pour affronter les dégâts causés par l'eau de mer aux terres agricoles. Afin d'offrir des possibilités de revenus et de moyens d'existence aux communautés et leur permettre de reprendre la production vivrière, la FAO soutient également les programmes «travail contre rémunération» pour pouvoir remettre en état les rizières encore couvertes de débris.

Le programme FAO de remise en état des forêts après le tsunami comprend l'évaluation de la demande et de l'offre de bois pour la reconstruction de maisons et autres infrastructures. Il a également donné des résultats positifs sous la forme d'action du gouvernement pour protéger les forêts naturelles et les réserves de faune et de flore sauvages et affronter les risques liés à l'accélération de la coupe illégale et du déboisement.

Par ailleurs, la FAO est en train d'élaborer un programme destiné à faciliter la planification de l'utilisation des terres au niveau des districts et des villages afin de dégager les possibilités de réhabilitation des forêts, de reboisement et d'agroforesterie pour fournir une protection au littoral et des moyens d'existence aux populations locales.





FIDA

Le FIDA a fourni une réponse immédiate au tsunami en s'engageant à mobiliser 100 millions de dollars pour soutenir le relèvement des zones affectées de l'Inde, de l'Indonésie, des Maldives et du Sri Lanka.

A ce jour, il a débloqué 33,6 millions de dollars de ses propres ressources pour octroyer des prêts sans intérêts pour la prise en charge des coûts du programme post-tsunami et cherche à obtenir des dons de ses partenaires de financement pour couvrir le coût total des programmes de remise en état et de relèvement, dont 30 millions de dollars destinés à un programme de relèvement en cours à Aceh (Indonésie). Ce programme sur six ans, conçu en collaboration avec les communautés touchées, les autorités provinciales d'Aceh et le Ministère de l'agriculture, appuiera la reconstruction d'environ 250 villages.

En Indonésie, le FIDA a étendu la zone du Projet de création de revenus pour les agriculteurs marginaux et sans terres (Phase III) et réaffecté 3,2 millions de dollars des fonds du projet à la récupération des moyens de subsistance dans les districts ruraux les plus touchés des provinces d'Aceh et du nord de Sumatra.

En Inde, quelque 140 000 ménages de 200 villages du littoral ravagés par le tsunami bénéficieront du Programme post-tsunami de moyens d'existence durables en faveur des communautés côtières de Tamil Nadu, d'un montant de 68,7 millions de dollars. Le FIDA octroiera un prêt de 15 millions de dollars, tandis qu'au total, 38,8 millions de dollars ont été accordés par les partenaires dans le pays, notamment les banques, les institutions de microfinancement et le Gouvernement.

Aux Maldives, un Programme post-tsunami de 5,0 millions de dollars sera chargé de la remise en état des secteurs des pêches et de l'agriculture. Le FIDA accorde un prêt initial de 2,0 millions de dollars et un don de 200 000 dollars pour le programme, et s'est engagé à mobiliser un autre prêt de 2,1 millions de dollars. Le programme fournira à plus de 8 000 petits pêcheurs et à 20 000 petits agriculteurs les outils, le matériel et les installations pour rétablir leurs activités de production. Un nouveau marché de produits agricoles sera construit dans la capitale, Malé, afin d'ouvrir des créneaux pour les producteurs des petites îles.

Deux nouveaux programmes ont été approuvés pour le Sri Lanka: le Programme d'appui aux moyens d'existence et de partenariat, d'une valeur de 4,7 millions de dollars, et le Programme post-tsunami de remise en état du littoral et de gestion des ressources d'un montant de 33,5 millions de dollars. Le FIDA a approuvé des prêts d'une valeur de 16,6 millions de dollars pour les programmes, et le Fonds s'est engagé à mobiliser deux autres prêts du même montant. Le premier programme contribuera à la réhabilitation rapide et au développement d'infrastructures de base, notamment de logements sociaux et d'immeubles, tandis que le second est un programme de relèvement à moyen terme plus complet destiné aux communautés côtières.

Le Gouvernement italien offrira environ 2,0 millions de dollars pour les programmes au Sri Lanka et aux Maldives.

Le FIDA a également mobilisé plus de 7 millions de dollars du Fonds pour l'environnement mondial afin de restaurer et de conserver l'écosystème côtier au Sri Lanka.

Le Centre d'investissement de la FAO a aidé le FIDA à répondre à la catastrophe du tsunami aux Maldives et au Sri Lanka. C'est une équipe du Centre qui a conçu le Programme de remise en état de l'agriculture et des pêches post-tsunami pour les Maldives.

Au Sri Lanka, le FIDA et la FAO ont travaillé ensemble à des études sur les politiques en matière de régime foncier, de questions de parité hommes-femmes relatives à la terre, et de gestion de conflits liés à la terre, qui ont contribué à la conception du Programme d'appui aux moyens d'existence et de partenariat post-tsunami. ◆



L'exemple de la Sierra Leone

En Sierra Leone, la FAO, le PAM et le FIDA apportent leur soutien à l'objectif du Gouvernement d'éliminer la faim dans le pays d'ici 2007. Le travail des organisations repose en grande partie sur la cartographie du PAM, qui se trouvait en première ligne à nourrir la population après que la guerre ait dévasté l'agriculture.

La première intervention de la FAO en Sierra Leone après la guerre a permis aux agriculteurs de faire des voyages didactiques dans les centres d'études agricoles au Ghana et en Ouganda pour se rendre compte des programmes de formation en cours. "Lorsqu'ils ont vu les programmes, ils ont dit qu'ils voulaient quelque chose du genre mais sur la base de leurs compétences nationales," dit Kevin Gallagher, un fonctionnaire principal de la FAO chargé de programmes de développement. "Ils ont ensuite organisé des ateliers nationaux pour définir le type de travail à accomplir avec la recherche, les universités et les ONG."

Le FIDA travaille dans deux districts du pays, aidant au relèvement après conflit des communautés rurales et au développement des activités agricoles, tout en jetant les bases pour une réhabilitation à long terme et au développement participatif.

Ensemble pour atteindre l'Objectif n° 1 du Millénaire pour le développement

La FAO, le FIDA et le PAM redoublent d'efforts pour aider les pays à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Plus d'un milliard d'êtres humains vivent dans un état de pauvreté extrême, sont victimes de la faim ou de la sous-alimentation. La grande majorité – environ 810 millions de femmes, d'hommes et d'enfants – vivent en milieu rural, et dépendent de l'agriculture et d'activités connexes.

Les trois organismes siégeant à Rome conviennent qu'aucun des Objectifs ne peut être atteint si on n'aide pas les personnes démunies, en particulier celles qui vivent dans les zones rurales, à lutter pour sortir de la pauvreté et de la faim. En conséquence, les organismes concentrent leurs efforts sur le premier Objectif, à savoir réduire de moitié d'ici 2015 le pourcentage de personnes vivant dans une pauvreté et une faim extrêmes.

Ils prônent une approche sur deux fronts conjuguant une assistance immédiate aux pauvres et aux affamés à des programmes de développement de plus longue haleine pour stimuler la productivité, créer des emplois et renforcer la valeur des biens des populations. Les programmes et politiques doivent se concentrer là où leur besoin se fait sentir davantage – dans les zones rurales et dans l'agriculture. Les organismes conviennent que pour obtenir de réels progrès, le système international d'échanges agricoles doit devenir plus équitable, et offrir aux pays en développement les mêmes chances de se procurer des recettes d'exportation de leurs denrées, tout en garantissant aux pays qui en ont besoin des importations vivrières fiables et à des prix abordables.

Selon l'analyse de la FAO, il faudrait 24 milliards de dollars supplémentaires d'investissements publics pour atteindre l'Objectif du Sommet mondial de l'alimentation consistant à réduire de moitié le nombre de personnes souffrant de sous-alimentation chronique d'ici 2015 – but encore plus ambitieux que celui énoncé par l'Objectif numéro 1 du Millénaire pour le développement.

Dans une communication à l'ECOSOC en juin 2005, les chefs des trois agences siégeant à Rome ont déclaré que " la seule réduction de la pauvreté ne résoudra pas le problème de la faim. En effet, la recherche suggère que les pays en développement qui se concentrent exclusivement sur la pauvreté – sans attention particulière à la faim – mettront une génération de plus pour accomplir de réels progrès dans l'amélioration de la nutrition et de la santé de leurs peuples."

En encourageant l'investissement dans le développement rural et l'agriculture, les trois organisations sont résolues à aider les pays en développement à créer des économies dynamiques, où les peuples subviennent à leurs propres besoins. Ceci implique des investissements pour accroître la productivité, renforcer les institutions financières rurales et les marchés, grâce à des réformes de politique.

Une assistance immédiate, directe et bien ciblée pour faire parvenir la nourriture aux personnes affamées, conjurer les maladies, envoyer les enfants à l'école, et reconstruire les infrastructures anéanties par les conflits armés doit être associée à des investissements à plus long terme dans le développement rural. Parmi les interventions spécifiques figurent: la fourniture de moustiquaires pour lutter contre le paludisme ou de puits artésiens pour une eau potable; la maîtrise des eaux, des engrais et des semences améliorées pour obtenir de meilleurs rendements; des repas scolaires, des programmes vivres-contre-travail, une aide d'urgence en cas

de catastrophe naturelle ou de guerre, et des programmes de nutrition en faveur des groupes vulnérables comme les femmes enceintes, les enfants en bas âge et les personnes victimes du VIH/SIDA.

Les trois agences renforcent leur collaboration pour veiller à la bonne marche de cette approche sur deux fronts. L'expertise technique de la FAO en matière d'agriculture soutient le développement rural, tandis que l'alimentation directe du PAM donne aux populations la force nécessaire pour travailler, et l'alimentation scolaire aide à constituer une population active saine et instruite. Les près de 200 projets d'éradication de la pauvreté du FIDA en cours améliorent l'accès des populations aux services financiers, aux marchés, à la technologie, à la terre et autres ressources, tout en renforçant la capacité des ruraux pauvres et de leurs mouvements de base de piloter leur propre développement.

Les trois agences cherchent en outre des solutions communes pour atteindre les autres OMD dans les pays du monde:

- **Objectif 2 — Garantir l'enseignement primaire pour tous:** Les familles pauvres ne peuvent souvent pas se permettre d'envoyer leurs enfants à l'école. Aussi les programmes d'alimentation scolaire améliorent-ils les revenus des familles et encouragent-ils la scolarisation.
- **Objectif 3 — Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes:** lorsque les femmes ont un accès sûr à la nourriture, aux biens productifs comme la terre, les intrants agricoles, l'eau et le capital, elles peuvent accroître leurs revenus et leur situation financière, et améliorer ainsi leurs conditions de vie et celles de leurs familles.
- **Objectif 4 — Réduire la mortalité infantile:** plus de 6 millions d'enfants âgés de moins de cinq ans meurent chaque année de faim et de malnutrition. Il est capital de s'attaquer à la faim et à la pauvreté pour atteindre cet Objectif.
- **Objectif 5 — Améliorer la santé maternelle:** Les programmes de développement communautaire, les techniques d'allègement des tâches, une meilleure nutrition et sécurité alimentaire des ménages, en particulier dans les zones rurales, sont autant de mesures qui contribuent à améliorer la santé maternelle et à réduire la mortalité.
- **Objectif 6 — Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies:** des organismes mal nourris sont plus vulnérables à la maladie et à l'infection; il est fondamental de garantir une meilleure nutrition et production vivrière pour maintenir les populations en bonne santé.
- **Objectif 7 — Assurer un environnement durable:** Garantir un régime foncier, des pratiques d'aménagement durables et intégrées et restaurer les environnements dégradés aide les pauvres à éviter la surexploitation des ressources dont ils dépendent pour vivre.
- **Objectif 8 — Mettre en place un partenariat mondial pour le développement:** La FAO, le FIDA et le PAM travaillent avec d'autres partenaires pour appuyer l'Alliance internationale contre la faim et sensibiliser davantage l'opinion aux liens existant entre pauvreté rurale et pratiques commerciales internationales, droits intellectuels, dette et aide.

A New York, en juin 2005, les trois organismes ont fait le point des progrès accomplis vers la réalisation des OMD. Si certains organismes et donateurs ont fait part de leur frustration devant la lenteur des progrès contre la faim en particulier, la FAO, le FIDA et le PAM demeurent convaincus qu'avec une action concertée et des ressources adéquates, il est possible d'atteindre les OMD. Les dirigeants des trois agences ont exhorté leur personnel à coopérer et à soutenir les alliances nationales sur le terrain, réunissant toute la force, l'énergie et les ressources disponibles pour que chaque pays soit en mesure de gagner la bataille contre la faim pendant les 10 années qui nous séparent de l'échéance de 2015. ◆

L'Alliance internationale contre la faim

L'Alliance internationale contre la faim s'efforce de renforcer la sensibilisation de l'opinion publique sur les problèmes de la pauvreté et le premier Objectif du Millénaire pour le développement (réduire de moitié le nombre des personnes sous-alimentées d'ici 2015). L'Alliance a pour vocation d'informer et d'influencer les décideurs et les autorités à tous les niveaux – gouvernements, associations communautaires, ONG, secteur privé, etc. Les groupes locaux peuvent s'avérer particulièrement efficaces pour prêcher la bonne parole et convaincre l'opinion publique que la faim dans le monde n'a aucun sens.

Un autre message important est que les victimes du SIDA sous-alimentées ont encore plus de difficultés à lutter contre la maladie.

L'Alliance contre la faim gagne du terrain

L'Alliance internationale contre la faim est en train de devenir rapidement un partenariat mondial influent résolu à rendre la lutte contre la faim et la pauvreté plus efficaces.

Lancée officiellement à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2003, l'Alliance est née à partir d'une idée avancée au Sommet mondial de l'alimentation de 1996 par le Président allemand Johannes Rau. Une nouvelle impulsion a été donnée en 2001 lorsque les dirigeants participant au Sommet mondial de l'alimentation: *cinq ans après*, ont cherché des moyens d'accélérer les progrès accomplis vers l'Objectif visant à réduire de moitié le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde. Alors que la communauté internationale s'efforce désormais d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement – dont le premier vise expressément à réduire la faim et la pauvreté – le rôle de l'Alliance revêt une importance majeure.

Avec pour membres fondateurs la FAO, le PAM, le FIDA et l'IPGRI, l'Alliance internationale contre la faim compte parmi ses membres des ONG internationales représentant quelque 35 millions de personnes, dont Action Aid International et l'Association mondiale des guides et des éclaireuses, ainsi que des mouvements religieux et sociaux tels que Caritas Internationalis. L'Alliance travaille également avec le secteur privé et les entreprises pour servir de fer de lance à des alliances nationales visant à coordonner la campagne d'éradication de la faim au niveau des pays.

“Nous estimons que chacun est responsable,” a affirmé Eva Clayton, Sous-directeur général de la FAO et conseiller spécial auprès du Directeur général de la FAO, Jacques Diouf pour l'Alliance. “Nous reconnaissons que l'union entre les organismes déjà engagés renforce l'efficacité. Nous cherchons à utiliser non seulement de nouveaux adeptes mais aussi les anciens partisans dans la lutte contre la faim dans le monde.”

Parmi les ONG, Action Aid implantée à Johannesburg a fait pression auprès des pays industrialisés du G-8 pour réduire la pauvreté en Afrique et se joindre aux efforts du FIDA, de la FAO et du PAM dans le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en traçant une feuille de route pour le développement de l'agriculture, du commerce et de l'accès au marché dans les pays africains.

Le Président Rau a admis que la “Déclaration du Millénaire est un engagement des gouvernements qui demeure trop abstrait pour la majorité des habitants des pays industrialisés, en dépit de l'abondance d'informations et du travail de propagande. Intensifier les initiatives de partenariat entre les groupes dans les pays les plus nantis et les plus pauvres serait une démarche très utile.”

Depuis 2003, le soutien en faveur de l'IAAH a fait boule de neige, engendrant 36 alliances nationales dont 22 pilotées par les gouvernements et 14 par la société civile, tandis que 53 autres pays ont manifesté un intérêt pour la création d'alliances nationales.

Pour la FAO, l'Alliance internationale sert de cadre extrêmement utile pour apprendre des bénéficiaires de projets d'autres organismes ce dont les gens pensent avoir besoin. Mme Clayton a récemment été invitée à se joindre à une mission parrainée par le FIDA en Inde pour voir le type de projet administré par le Fonds, s'entretenir avec les participants et voir comment l'alliance nationale a commencé à fonctionner dans les états du Nord-Est de l'Inde qui ont adhéré depuis peu.

Avec son accent sur les petits exploitants, le FIDA est davantage enclin à se conformer à la philosophie de l'Alliance qu'aux projets de développement grandioses qui étaient de mise il y a plusieurs décennies, et qui étaient souvent imposés aux populations à grands frais.

Les organismes siégeant à Rome sont les piliers du secrétariat de l'Alliance et ont tous financé le site web de l'Alliance, laquelle n'a pas de budget propre, mais utilise les ressources provenant de budgets de projets spéciaux ou reçoit des financements ou une assistance ad hoc. Une organisation a prêté un consultant à l'Alliance. L'IPGRI a organisé un grand symposium en Inde avec le concours du FIDA. L'Alliance est une initiative conjointe qui évolue sur plusieurs niveaux.

Certaines alliances nationales ont été lancées par les gouvernements qui ont invité la société civile à adhérer, tandis que d'autres ont été initiées par la société civile qui a fait intervenir à son tour le gouvernement.

- En Amérique latine, le Brésil et son Président, Luiz Inacio Lula da Silva, sont particulièrement actifs au sein de l'Alliance. Le Président Lula a lancé un « Projet Faim Zéro » pour éliminer la faim durant son mandat de quatre ans. Le Brésil s'est en outre jumelé avec Haïti pour mettre au point un projet dans ce pays avec la participation de la FAO, du FIDA et du PAM au niveau local. L'Alliance a participé à des séminaires organisés au Forum social mondial de Porto Alegre (Brésil) en janvier 2005 afin de promouvoir les alliances nationales.
- Aux Etats-Unis, où l'Alliance est dirigée par la société civile, elle a parrainé l'initiative en faveur de la « Journée contre la faim » s'adressant au Congrès et au Président Bush avec la participation d'un grand nombre d'ONG et de groupes religieux. En janvier 2004, Bread for the World, partenaire de l'Alliance, a joué un rôle important pour obtenir un accroissement des fonds octroyés par les Etats-Unis à l'assistance au développement destinée à la lutte contre la pauvreté.
- A Madagascar, la participation de la société civile à l'alliance nationale est garantie par la Caritas et les Services de secours catholiques. ◆



FAO/L. Balceri



FAO/L. Balceri



IFAD/L. Salmei

Une collaboration de longue date porte ses fruits en Amérique centrale

Le FIDA et la FAO contribuent à une nouvelle phase d'un programme de développement de longue haleine en Amérique Centrale. Les deux organismes coopèrent dans le cadre du Groupe régional d'assistance technique (RUTA), créée en 1982. En 2004, le Conseil exécutif du FIDA a approuvé un don de 1,23 million de dollars pour la Phase VI du RUTA. La FAO a offert une contribution de 570 000 \$, essentiellement sous forme d'assistance en personnel.

RUTA est une initiative conjointe pour le développement rural qui rassemble sept gouvernements nationaux et sept organismes internationaux, et qui a pour but de réduire la pauvreté dans les zones rurales de la région et d'appuyer le développement durable.

En Amérique centrale, environ les deux tiers de la population pauvre vivent en milieu rural. Les progrès en matière de développement dans l'ensemble de la région ont été irréguliers au cours de la dernière décennie.

Le programme rallie en son sein les gouvernements du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama et sept partenaires de développement: le Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la Banque interaméricaine de développement, l'Institut interaméricain pour la coopération sur l'agriculture, l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires et la Banque mondiale, outre la FAO et le FIDA.



IFAD/L. Dematteis

RUTA s'emploie à réduire la pauvreté rurale en formulant des politiques et projets, en réalisant des études influentes sur le milieu rural, en contribuant à la mise en œuvre des projets et en facilitant le dialogue. Dans une partie du monde où la pauvreté généralisée et la dégradation de l'environnement sont enfermées dans un cercle vicieux, RUTA encourage également la gestion durable des ressources naturelles, offrant un appui technique à un certain nombre de projets dans la région axés sur la protection de l'environnement.

Le programme vise en particulier à améliorer les conditions de vie et les revenus des femmes et des populations autochtones.

A une époque de grandes avancées technologiques, affronter la perte des moyens d'existence et les problèmes qui s'en suivent est un autre volet prioritaire. RUTA travaille généralement au niveau des institutions. Le programme coopère avec les gouvernements pour recenser les moyens les plus efficaces de lutte contre la pauvreté – les politiques et stratégies qui jettent les bases pour un meilleur avenir pour les populations rurales pauvres. Ses partenaires sont les ministères gouvernementaux (en premier lieu ceux s'occupant d'agriculture et d'environnement), les organismes internationaux, les groupes de l'exécution des travaux et les organisations représentant les populations rurales pauvres.



Le renforcement des capacités est un élément indispensable au travail de RUTA. L'objectif premier est de consolider le cadre institutionnel, permettant au secteur agricole de ces pays de faire face aux transformations du marché mondial de produits agricoles. Ceci pourrait signifier, par exemple, travailler avec les collègues agronomiques ou autres pourvoyeurs de services pour aider les associations de producteurs à développer les compétences et connaissances nécessaires pour pénétrer sur les marchés internationaux; ou fournir une assistance technique aux analystes des ministères de l'agriculture, afin qu'ils puissent évaluer l'impact des différentes politiques.

Au niveau régional, RUTA travaille également dans le domaine du commerce international de produits agricoles. Il analyse actuellement l'impact du Traité de libre-échange entre les Etats-Unis et les pays d'Amérique centrale (CAFTA), en aidant les gouvernements et leurs populations à se préparer pour tirer parti des opportunités qui en ressortiraient, tout en atténuant au minimum les incidences négatives potentielles. ◆

La Journée de la montagne prône un tourisme à faible impact

“Le tourisme durable pour la réduction de la pauvreté dans les zones de montagne” est le message de la Journée internationale de la montagne de cette année (11 décembre 2005). La FAO, l'organisme chargé de piloter les célébrations de la Journée, est en train de réaliser une série de matériels de communication sur ce thème. Elle encourage également les organisations basées à Rome, notamment le FIDA et le PAM, les



représentants des pays, les ONG et les grands groupes à promouvoir des manifestations au niveau national et international à l'occasion de cette Journée. Le but est de sensibiliser davantage l'opinion publique aux périls et aux potentiels du tourisme dans les montagnes – qui abritent certaines des populations les plus pauvres et les plus affamées de la planète. En préconisant un tourisme durable, la FAO et ses partenaires envisagent des types de tourisme ayant un faible impact sur l'environnement et la culture locale, fournissant des sources d'emploi et de revenus pour les communautés locales, et exerçant un effet de conservation sur les écosystèmes locaux. Pour plus d'information, veuillez contacter: info@mountainday.org



Important partenariat en Inde

Les enfants du village de Parsatoli dans l'Etat indien de Chhattisgarh avaient vraiment beaucoup de mal à se rendre à l'école, la plus proche se trouvant à des kilomètres de distance. Le village, encerclé par la rivière Kurkut et ses affluents, était complètement coupé du reste du monde durant la mousson. Pendant quatre mois, les enfants ne pouvaient pas aller à l'école.

Aujourd'hui, les cours peuvent continuer toute l'année grâce à "Janbhagidari," nom que les villageois ont donné à l'école de deux pièces qu'ils ont construite eux-mêmes, et qui signifie "participation collective." Ils ont embauché un enseignant et espèrent que leur école sera affiliée au système d'état. En garantissant une instruction toute l'année, Janbhagidari aide à donner aux enfants de la communauté locale un avenir plus prometteur.

L'école est un des fruits de la participation des villageois au Programme de développement tribal Jharkhand-Chhattisgarh.

Le programme dans le Chhattisgarh et l'Etat voisin de Jharkhand se concentre sur les ménages marginaux, les femmes, les paysans sans terres, les cultivateurs de collines et les groupes

tribaux. Il leur permet de prendre part à leur propre développement par l'autonomie locale, et vise à améliorer leur sécurité alimentaire et leurs perspectives de moyens d'existence.

Ce programme de 41,7 millions de dollars sur huit ans est co-financé par le FIDA et le PAM qui participe par le biais de son programme vivres-contre-travail. Il est mis en oeuvre par les gouvernements des états respectifs par le biais de deux associations autonomes. Les ONG locales ont aidé à mobiliser les communautés. Par exemple, l'ONG Raigarh Sahyog Samiti a contribué à la construction de l'école Janbhagidari.

Le FIDA et le PAM travaillent ensemble en Inde depuis 2001. Le partenariat leur permet d'unir leurs forces et de tirer des enseignements mutuels. Le PAM offre son expertise opérationnelle, acquise par ses bureaux de terrain et sa collaboration de longue date avec les gouvernements central et des états et les ONG locales. Le FIDA offre son expérience avec les populations rurales pauvres et d'autres partenaires.

L'aide alimentaire du PAM dans les projets soutenus par le FIDA s'est avérée un instrument puissant pour aider les ménages les plus vulnérables victimes d'insécurité alimentaire, et les femmes.

Les deux organismes travaillent ensemble à trois programmes en Inde. Un deuxième programme tribal a été lancé il y a deux ans dans l'ouest de l'Orissa, une des régions les plus pauvres et démunies du pays. Les trois quarts de la population de la zone du projet vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Les organisations collaborent également au Projet pour la garantie des moyens d'existence pour les ménages ruraux victimes du séisme à Gujarat. Quelque 20 000 personnes ont péri dans le grave tremblement de terre qui a frappé la région en

janvier 2001. Il s'agit d'un projet revêtant une importance particulière pour le PAM, qui avait envoyé une équipe d'urgence sur le terrain les jours suivant la catastrophe. Le projet vise à garantir les moyens d'existence des ménages économiquement vulnérables et à aider les participants à faire face à d'éventuelles crises futures. ◆



Missions conjointes: plus importantes que jamais

Les Missions conjointes FAO/PAM d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires jouent un rôle déterminant lors de la planification par les organismes humanitaires, les gouvernements et les donateurs, des interventions pour la sécurité alimentaire. En 2004 et début 2005, des missions conjointes ont tiré la sonnette d'alarme sur la crise alimentaire qui se profilait à l'horizon au Niger et aidé à estimer l'impact du tsunami à Aceh (Indonésie).

Quelque 22 missions conjointes d'évaluation PAM/FAO ont été envoyées sur le terrain en 2004, et six durant les six premiers mois de 2005. Elles ont bénéficié d'intenses efforts pour en améliorer la méthodologie et la transparence, y compris la participation de donateurs en tant qu'observateurs. En 2006, les lignes d'orientation destinées aux missions conjointes d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires seront révisées. La FAO proposera des méthodes améliorées pour estimer les importations commerciales et la contribution des aliments non céréaliers, tandis que le PAM soulignera la distinction entre insécurité alimentaire chronique et transitoire, et approfondira les interventions non alimentaires.



En bref

Nouveau rapport sur la sécurité alimentaire en Afrique: contribution du FIDA, du PAM et de la FAO

Durant 2005, le FIDA, le PAM et la FAO ont travaillé avec l'Union africaine à un nouveau rapport sur la sécurité alimentaire en Afrique. Le rapport, commandité par l'Union africaine, a été présenté aux Chefs d'Etat africains lors de leur réunion au sommet à Abuja (Nigeria) en juillet 2005.

Il a pour but de fournir une feuille de route sur la sécurité alimentaire – en fournissant des informations détaillées sur la situation actuelle en Afrique et en traçant la voie en avant – aux gouvernements, ONG, secteur privé, et aux partenaires bilatéraux et multilatéraux.

“Chaque pays mettra au point sa propre politique et stratégie de sécurité alimentaire, en s’inspirant du Programme détaillé pour le développement de l’agriculture africaine du NEPAD,” a déclaré Haladou Salha, Conseiller principal du PAM pour l’Afrique. Le NEPAD est le Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique.

L’Union africaine envisage une mise à jour annuelle du rapport, avec la coopération permanente du FIDA, du PAM et de la FAO. Feront également partie du comité de rédaction le Secrétariat du NEPAD et la Commission économique des Nations Unies pour l’Afrique (CEA). Les communautés économiques régionales africaines, comme le Marché commun de l’Afrique orientale et australe (COMESA) et l’Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), sont également consultées.

“Le rapport aura de vastes répercussions sur la façon dont on abordera la sécurité alimentaire en Afrique à l’avenir,” a déclaré Mohamed Béavogui, Directeur de la Division Afrique occidentale et centrale du FIDA. “Il renforcera davantage l’engagement des gouvernements à accorder la plus haute priorité à la sécurité alimentaire dans leurs programmes de développement afin de lutter contre la pauvreté rurale.”



FAO/G. Djiana

Front commun pour combattre la recrudescence acridienne

Une recrudescence massive de criquets pèlerins a infesté 18 pays africains durant l’été 2004, mettant en péril des millions d’hectares de cultures. Répondant à l’appel de la FAO, plusieurs bailleurs de fonds dont le FIDA et les pays affectés ont effectué des contributions pour quelque 80 millions de dollars en faveur d’une campagne de lutte. En dépit des efforts de mobilisation méritoires, les fonds ne sont pas arrivés à temps à cause de l’importance des ressources concernées, tandis qu’un vaste programme de lutte devait néanmoins être lancé. Près de 13 millions d’hectares de terres infestées ont du être traitées pour protéger les cultures.

La réponse de la FAO, du FIDA et du PAM à la crise acridienne a mis en relief les liens étroits existant entre les trois organismes. Le FIDA a financé deux projets administrés par la FAO en faveur de 10 pays touchés. Le PAM a fourni des avions pour le transport de pesticides vers les sites stratégiques. Des missions conjointes d’évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires ont été effectuées dans neuf pays affectés avant la fin de la campagne principale pour évaluer les besoins d’aide alimentaire et agricole en vue de la Procédure d’appel interinstitutions des Nations Unies pour l’Afrique de l’ouest 2004.



FAO/G. Djiana



FAO/G. Djiana

Les activités en cours se concentrent sur la surveillance de la situation acridienne et la mise en place des capacités des gouvernements concernés pour faire face aux urgences futures. Ceci comprend également la capacité de prévenir et de surveiller l’impact des pesticides sur l’environnement. A moyen terme, le FIDA appuie les essais et la validation d’approches novatrices en matière de lutte contre le criquet pèlerin, respectueuses de l’environnement, préventives – plutôt que curatives – sur la base des enseignements tirés de la campagne en cours.

Renforcer les capacités dans la finance rurale

Comprendre et mettre systématiquement en application les pratiques recommandées est un enjeu pour toute industrie, mais particulièrement important lorsqu'on parle d'argent. La FAO et le FIDA ont une longue expérience en matière de financement rural – de la pratique, à la recherche et au partage de connaissances. Les deux organisations collaborent à un programme de formation en finance rurale dispensé dans des centres de formation de micro-entreprises et développés ultérieurement en tant que modules d'apprentissage à distance. Une partie du matériel de formation sera prochainement mise à la disposition d'un plus vaste public sur le terrain par l'intermédiaire du Centre d'apprentissage de finance rurale sur le site internet (www.ruralfinance.org). Par le biais de ce Centre, la FAO, le FIDA, la Banque mondiale et GTZ appuient le renforcement des capacités et la diffusion des meilleures pratiques dans le domaine du financement rural.



Stratégies pour la réduction de la pauvreté: initiative pour l'orientation rurale

L'approche de Stratégie pour la réduction de la pauvreté a été lancée en 1999 par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international comme moyen de rendre l'aide au développement plus efficace dans la réduction de la pauvreté. Aujourd'hui, quelque 35 pays à faible revenu ont élaboré des documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté, ou DSRP. Ces stratégies sont désormais considérées comme le cadre national pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement.

Soucieux que les stratégies de réduction de la pauvreté n'accordent pas une attention suffisante au secteur rural, la FAO, le FIDA, le PAM et d'autres organismes ont uni leurs forces pour aider les pays à renforcer l'orientation rurale de leurs DSRP.

L'initiative vise le renforcement de l'engagement et de la collaboration au niveau des pays pour appuyer:

- La formulation et l'exécution de politiques et stratégies sectorielles;
- Le renforcement des capacités dans le secteur économique et sectoriel;
- Les systèmes de suivi et d'évaluation participatifs, et l'évaluation des impacts sur la pauvreté et le social;
- L'autonomisation des groupes ruraux, des associations de producteurs et des entités décentralisées par le renforcement institutionnel et organisationnel et la participation aux processus d'élaboration des politiques.

Des examens et des études de cas documenteront les succès, les échecs et les enseignements tirés de l'expérience, et comblera les lacunes des connaissances actuelles. Des campagnes de plaidoiries, de mise en réseau et de communication seront utilisées pour infléchir les programmes internationaux.

Les agences s'associent pour renforcer les capacités en gestion

Dans le cadre d'un projet singulier dénommé "the Management Development Centre", le PAM, la FAO et le FIDA travaillent en collaboration pour développer les capacités de gestion de leur personnel. Le Centre – financé par le Ministère du développement international du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et organisé conjointement par les divisions des ressources humaines des trois organismes – prévoit des sessions initiales de deux jours pour donner aux participants une courbe d'apprentissage en matière de gestion.

A l'heure actuelle, chaque organisation détache au maximum quatre membres de son personnel à chaque session du Centre. Six sessions ont été organisées depuis le lancement du programme en octobre 2004. Les participants sont soumis à une série d'évaluations de leurs capacités de gestion, relations interpersonnelles et aptitudes à la communication et à la présentation. Au terme d'un examen exhaustif, les candidats ressortent avec un bilan de compétences indiquant leurs points forts et les points à améliorer ainsi que des suggestions pour aller de l'avant. Puis, chaque participant rédige un Plan individuel d'apprentissage pour un processus d'amélioration et de formation continues sur le long terme.

La réponse des participants a été uniformément favorable. "Mes évaluateurs ont été très perspicaces et intelligents et ont créé un environnement propice," a observé un participant. "Les différents outils se sont avérés très utiles pour dégager mes atouts," a indiqué un autre. Les organisations poursuivront leur collaboration sur cette initiative et définiront d'autres possibilités de valorisation du personnel pour les employés des Nations Unies travaillant à Rome.



L'ancien Président des Etats-Unis, Bill Clinton, s'est entretenu avec les trois directeurs exécutifs des organismes siégeant à Rome en mai 2005 en sa qualité d'Envoyé spécial des Nations Unies pour les pays affecté par le tsunami.

Des mandats différents . . . une vision commune

La FAO a été fondée en 1945 avec pour mandat d'améliorer la nutrition et les niveaux de vie, d'accroître la productivité agricole et d'élever les conditions de vie des populations rurales. La FAO est l'institution chef de file offrant une expertise technique en matière de sécurité alimentaire, d'agriculture, de foresterie, de pêches et de développement rural, ainsi que dans l'aménagement durable des ressources naturelles, essentiel à longue échéance.

Le FIDA a été créé en 1977 pour aider les pays en développement à combattre la pauvreté rurale et la faim en mobilisant des ressources financières aux fins du développement rural et agricole. Le FIDA aide les ruraux pauvres à échapper à la pauvreté en: renforçant leurs capacités et celles de leurs organisations; en garantissant un accès équitable aux ressources naturelles productives et à la technologie; et en facilitant l'accès aux services financiers et aux marchés.

Le PAM, institué en 1963 au sein du système des Nations Unies, est chargé de distribuer une aide alimentaire pour sauver des vies humaines dans les situations d'urgence, pour améliorer la nutrition et la qualité de vie des populations les plus vulnérables à des périodes critiques de leur existence, pour aider à mettre en place des éléments d'infrastructure et pour promouvoir l'autonomie des pauvres et de leurs communautés.



Viale delle Terme di Caracalla – 00100 Rome, Italie
Tél.: +39-06-57051 – Télécopie: +39-06-57053360
Courriel: media-office@fao.org – Site Web: www.fao.org



Via del Serafico, 107 – 00142 Rome, Italie
Tél.: +39-06-54591 – Télécopie: +39-06-5043463
Courriel: ifad@ifad.org – Site Web: www.ifad.org



**Programme
Alimentaire
Mondial**

PAM

Via Cesare Giulio Viola, 68 – 00148 Rome, Italie
Tél.: +39-06-65131 – Télécopie: +39-06-6590632 – Telex 626675 WFP 1
Courriel: wfpinfo@wfp.org – Site Web: www.wfp.org